

**Les statistiques sur le commerce et l'investissement direct :
des données tout à fait conciliables**

Avec la mondialisation de l'économie, la démarcation des frontières nationales aux fins de bien délimiter les marchés a perdu de l'importance, remettant ainsi en question la qualité et la pertinence des statistiques sur le commerce transfrontalier. Au risque de trop simplifier, l'époque est révolue où les entreprises centralisaient leurs installations de production dans leur pays d'origine de manière à pouvoir servir leurs clients sur les marchés aussi bien intérieur qu'extérieurs. Aujourd'hui, les usines de production des grandes sociétés sont souvent établies dans différents pays et font partie d'un vaste réseau de fabrication intégré au sein duquel s'effectue un intense commerce interne et d'importants échanges de produits intermédiaires (intrants).

La collecte et la diffusion de données statistiques posent deux problèmes : on y inclut des postes qui ne devraient pas l'être et on en omet d'autres qui devraient l'être. Les changements intervenus dans l'économie mondiale ont incité des économistes à se pencher sur ce dernier problème plus en profondeur, pour ce qui concerne les statistiques sur le commerce.¹

Dans sa livraison de décembre 1993, le périodique *Survey of Current Business*, publié par le département du Commerce des États-Unis, comprenait un article intitulé «Alternative Frameworks for U.S. International Transactions». Les auteurs de l'article, J.S. Landefeld, O.G. Whichard et J.H. Lowe, ont comparé les statistiques commerciales actuellement compilées par le département du Commerce avec trois autres séries de statistiques redressées pour mieux tenir compte des activités internationales des entreprises multinationales.

Ces trois séries de données sont tirées des projets de réforme statistique soumis par la National Academy of Science (NAS), DeAnne Julius et les auteurs de l'article précité. Dans les trois cas, les données commerciales transfrontalières tiennent compte des ventes et des achats effectués à l'étranger par des sociétés étrangères de propriété américaine ainsi que des ventes et des achats effectués aux États-Unis par des sociétés américaines de propriété étrangère. Cet exercice visait à donner un sens plus large au commerce international en y incluant les ventes réalisées par les filiales à l'étranger. Dans chaque cas, on obtient le même résultat : le déficit commercial des États-Unis se transforme en surplus.

¹ Le Comité de l'industrie de l'OCDE a confié à un groupe de travail le mandat d'analyser les données commerciales fondées sur le critère de la propriété, comme l'a fait également l'Office statistique de la Communauté européenne.